ASSEMBLÉE NATIONALE

7 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2462)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CS1768

présenté par

M. Isaac-Sibille, Mme Bergantz, M. Turquois et Mme Darrieussecq

ARTICLE 3

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Le patient est informé de la possibilité de rédiger ou de faire évoluer des directives anticipées et désigner une personne de confiance. À la demande du patient, le médecin ou un professionnel de l'équipe de soins peut l'assister pour l'élaboration des directives anticipées ou la désignation de la personne de confiance. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Aujourd'hui, seulement 13 % des Français ont rédigé leurs directives anticipées. Leur création, en 2016, constituait pourtant une avancée majeure pour les droits des malades et des personnes en fin de vie, mais huit ans, elles sont encore méconnues et sous-utilisées.

Ce projet de loi sur l'accompagnement des personnes en fin de vie doit être l'occasion de développer le recours à ce droit pour les personnes malades et en fin de vie.

Cet amendement vise donc à renforcer la connaissance de ce dispositif en l'incluant dans le cadre du plan personnalisé d'accompagnement. Il garantit que les patients soient informés de leur droit à rédiger ou modifier leurs directives anticipées, ainsi qu'à désigner une personne de confiance. De plus, il prévoit un soutien des professionnels de santé pour aider les patients en cas de difficulté dans l'élaboration de ces directives, aide qui peut se matérialiser par une mise en relation avec une association